

L'EUROPE FACE À LA CRISE DU DÉTROIT D'ORMUZ

POURQUOI ET COMMENT LES EUROPÉENS DOIVENT AGIR

Alexis CABELLO

Directeur du Département Recherche, Analyse et Prospective - ELNET France

La paralysie rampante du détroit d'Ormuz – corollaire des opérations militaires américano-israéliennes lancées contre la République islamique d'Iran le 28 février 2026 – cristallise une polycrise systémique aux répercussions planétaires. En déployant une stratégie maritime asymétrique (essaims de drones, mines navales, harcèlement ciblé), Téhéran étrangle l'une des artères vitales du commerce mondial. Le trafic maritime s'est effondré, passant de plus d'une centaine à moins de cinq transits quotidiens. Cette asphyxie paralyse une chaîne d'approvisionnement dont l'Europe dépend de manière critique pour son énergie, son industrie et sa sécurité alimentaire.

Cette crise relève d'une escalade horizontale délibérée. Cherchant à étendre le conflit au-delà de son théâtre initial et à en maximiser le coût politique à l'échelle mondiale, le régime de Téhéran frappe l'Europe de plein fouet à travers cinq vecteurs simultanés. D'abord, le double choc énergétique et économique érode d'ores et déjà le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité industrielle. Parallèlement, la flambée des cours des hydrocarbures génère des milliards de dollars de recettes inespérées pour Moscou, relançant sa machine de guerre en Ukraine à l'heure où son économie et sa dynamique militaire s'essoufflaient. Ensuite, cette instabilité globale attise les populismes, menaçant de déstabiliser les équilibres politiques intérieurs du continent. Cette crise expose également avec cruauté l'insoutenable pour l'Europe d'une « exposition sans représentation » face à un unilatéralisme américain qu'elle subit sans pouvoir l'orienter. Enfin, paradoxalement, ce bouleversement ouvre une fenêtre d'opportunité pour refonder le partenariat européen avec les monarchies du Golfe, dans le prolongement des Accords d'Abraham. Face à ce péril, l'Europe dispose pourtant des moyens, de la légitimité juridique et des intérêts objectifs pour agir – non par soumission aux injonctions américaines, mais en vertu de ses propres impératifs vitaux.

Cette note détaille comment le Vieux Continent peut imposer une posture de défense active et technologique. Elle propose un spectre d'actions graduées allant du renseignement maritime à la guerre des mines robotisée, en passant par une escorte navale repensée et l'activation d'un bouclier économique d'urgence. Le tout en s'appuyant sur l'excellence technologique européenne et le savoir-faire ukrainien en matière de guerre asymétrique. Ce qui manque aujourd'hui n'est ni la capacité opérationnelle ni la légitimité juridique : c'est la volonté politique de les mobiliser.

1. LA CRISE DU DÉTROIT D'ORMUZ

Depuis le début des opérations militaires américano-israéliennes contre la République islamique d'Iran, l'attention s'est logiquement concentrée sur les frappes aériennes, le programme nucléaire et le démantèlement des structures de commandement des Gardiens de la révolution. Cependant, un angle mort s'est formé : l'espace maritime. Conscient de son infériorité écrasante dans les airs et face au démantèlement de ses structures terrestres, Téhéran a logiquement déplacé le centre de gravité de sa riposte vers le domaine naval – seul environnement où ses capacités asymétriques peuvent s'exprimer pleinement et tenir en échec une coalition classique.

Le golfe Persique n'est pas qu'un simple corridor pétrolier ; c'est l'une des zones maritimes les plus denses au monde. Avant la guerre, plus d'une centaine de navires franchissaient chaque jour le détroit d'Ormuz dans chaque sens. Ils transportaient non seulement du pétrole brut et du gaz naturel liquéfié (GNL), mais aussi des carburants raffinés, des engrais, des produits chimiques, des conteneurs et des denrées alimentaires. Aujourd'hui, ce flux s'est quasiment tari, avec une chute de 95% du trafic et moins de cinq passages quotidiens, tandis que des milliers de navires commerciaux demeurent immobilisés à l'ouest du détroit.

L'Iran n'a pas opté pour une fermeture brutale du détroit, préférant adopter une logique d'escalade contrôlée, structurée en trois phases :

- **L'échec de la dissuasion** : Les frappes ont débuté malgré les ultimatums de Téhéran.
- **Une pression ciblée en cours** : L'Iran mène des frappes ciblées sur certains navires et menace les infrastructures des monarchies du Golfe. Parallèlement, les voies de navigation restent « officiellement ouvertes » pour un groupe restreint de pays jugés non-hostiles (Chine, Inde, Turquie, Russie). L'objectif est d'exercer une pression économique maximale sur Washington sans provoquer la formation d'une coalition internationale anti-iranienne.
- **La punition globale comme ultime recours** : Si les États-Unis prenaient le contrôle de l'île de Kharg – le dernier grand terminal pétrolier iranien –, Téhéran n'aurait plus aucun intérêt à laisser le Golfe ouvert. Le minage massif du détroit, ainsi que la destruction des infrastructures de dessalement et des plateformes offshore des pays voisins, deviendraient alors des scénarios hautement probables.

Dans cet espace, les capacités iraniennes sont redoutables et délibérément asymétriques. L'arsenal comprend jusqu'à 300 patrouilleurs des Gardiens de la révolution, appuyés par plusieurs centaines d'embarcations légères, de drones de surface et de sous-marins de poche. S'y ajoutent un stock évalué entre 5 000 et 6 000 mines marines, des batteries côtières de missiles antinavires, ainsi que des milliers de drones aériens capables de frapper des plateformes offshore, des ports et des navires en mouvement. L'avantage tactique majeur de cette multitude d'équipements réside dans son éparpillement sur environ 1 500 kilomètres de littoral. En dissimulant ces unités dans un réseau dense de criques et d'infrastructures secondaires, l'Iran s'assure qu'une simple campagne de bombardements aériens seraient largement inopérante.

2. POURQUOI LA CRISE D'ORMUZ CONCERNE DIRECTEMENT LES EUROPÉENS

L'Europe importe une part cruciale de ses hydrocarbures depuis le golfe Persique et ses pays riverains. La fermeture de facto du détroit, même partielle, se traduit d'ores et déjà par une flambée des prix du pétrole, du gaz naturel liquéfié et des produits raffinés. Pour comprendre l'urgence de la situation, il faut mesurer l'impact de cette crise sur cinq dimensions stratégiques majeures pour le continent :

- **Le double choc énergétique et économique** : Ces hausses frappent de plein fouet le pouvoir d'achat des ménages européens, font exploser les coûts de production industrielle et aggravent un contexte économique déjà fragilisé par des années de crises successives. Cette vulnérabilité est d'autant plus aiguë qu'en réduisant sa dépendance aux hydrocarbures russes depuis 2022, l'Europe a dû développer des routes d'approvisionnement alternatives dont une grande partie transite précisément par le Golfe. Une paralysie durable de cet axe contraindrait certains États membres à des arbitrages énergétiques aussi douloureux que politiquement déstabilisateurs.
- **Le financement indirect de l'économie de guerre russe** : Chaque flambée des prix des hydrocarbures génère des revenus massifs pour la Russie. Les estimations évoquent une aubaine de plus de dix milliards de dollars de recettes supplémentaires pour Moscou sur le seul mois de mars 2026. Cette manne financière arrive au moment exact où sa dynamique militaire en Ukraine et sa stratégie économique s'essoufflaient. En d'autres termes : l'inaction européenne face à la crise d'Ormuz finance indirectement l'agression russe.
- **Le péril politique intérieur** : La hausse brutale des prix de l'énergie et de l'alimentation n'est pas qu'une simple variable macroéconomique ; c'est un puissant carburant pour les populismes. Dans de nombreux États membres, ces mouvements prospèrent sur le sentiment d'insécurité économique. Toute crise énergétique prolongée sera inévitablement instrumentalisée par les forces pro-russes ou eurosceptiques pour contester les choix stratégiques des gouvernements en place. Le coût de l'inaction dans le Golfe se mesurera donc aussi dans les urnes européennes.

- **L'impératif d'autonomie face à l'unilatéralisme américain** : Le paradoxe est criant : l'Europe subit de plein fouet les conséquences économiques de la guerre d'Ormuz, mais n'a pas eu voix au chapitre dans son déclenchement. L'administration de Donald Trump n'a pas consulté ses alliés avant de lancer l'opération *Epic Fury*. Depuis, Washington alterne entre appels à l'aide et déclarations cinglantes (« *nous n'avons jamais eu besoin de l'OTAN* »). Cette posture d'« exposition sans représentation » est intenable. Elle illustre de manière pédagogique pourquoi l'autonomie stratégique européenne doit cesser d'être un concept rhétorique pour devenir une nécessité opérationnelle.
- **Une fenêtre d'opportunité historique avec les pays du Golfe** : Les États de la région (Émirats arabes unis, Arabie saoudite, Qatar, Koweït, Bahreïn, Oman) ne sont plus de simples pourvoyeurs d'énergie. En une décennie, ils se sont imposés comme des acteurs économiques mondiaux, des investisseurs de poids en Europe et des partenaires clés (sécurité, technologie, finance, transition énergétique). Aujourd'hui, la crise met à l'épreuve leur doctrine de sécurité fondée sur le parapluie américain, et leur déception est palpable. L'Europe dispose là d'une occasion unique de s'affirmer comme un partenaire alternatif et fiable, de se repositionner dans un Moyen-Orient structuré autour des Accords d'Abraham – mais à la stricte condition de marquer sa présence.

3. COMMENT LES EUROPÉENS POURRAIENT INTERVENIR

L'intervention européenne ne saurait se résumer à obéir aux injonctions de Donald Trump, ni à s'y soustraire par simple posture de principe. Elle doit être dictée par les intérêts vitaux de l'Europe, calibrée selon ses capacités réelles, et structurée pour maximiser son impact tout en maîtrisant les risques d'escalade. Plusieurs axes d'action se dessinent, du court au long terme.

1. ASSURER UNE LÉGITIMITÉ POLITIQUE ET JURIDIQUE IRRÉPROCHABLE

Les capitales européennes, attachées au droit international et à ses procédures strictes, excluent des frappes sur le sol iranien sans mandat de l'ONU ou sans agression directe de leurs bâtiments. Loin d'être un obstacle insurmontable, cette contrainte oriente l'Europe vers une posture de défense active et de sécurisation maritime, plutôt que vers une cobelligérance offensive. Deux voies de légitimation s'offrent à elles :

- **L'appel à l'aide régional** : Répondre à une demande formelle des États du Golfe, souverains dans leurs eaux territoriales et premières victimes des harcèlements iraniens.
- **La légitime défense (Article 51)** : Invoquer le droit de riposte immédiate et ciblée en cas d'attaque contre un État membre de l'Union européenne (Chypre) ou un navire de l'UE.

2. GAGNER LA BATAILLE DE LA CONNAISSANCE MARITIME (ISR)

Sans une image tactique précise et actualisée en temps réel, aucune opération de sécurisation n'est viable. Pour y parvenir, les Européens pourraient s'inspirer du déploiement rapide opéré par l'OTAN en mer Baltique en 2025, en réponse aux sabotages russes et aux menaces pesant sur les infrastructures sous-marines. Sur ce modèle, l'Europe pourrait déployer une force de drones navals, dont le financement serait partagé avec les États riverains du Golfe :

- Ces systèmes garantissent une surveillance « au ras des vagues » sans exposer de vies humaines.
- Ils peuvent être couverts par des drones armés (un domaine où l'Ukraine excelle et pourrait jouer un rôle de conseil tactique), des patrouilles aériennes ou les batteries côtières des monarchies du Golfe.
- Cette force permettrait de discriminer la menace asymétrique iranienne du trafic civil, tout en partageant une situation tactique commune avec les alliés régionaux et américains.

3. DÉPLOYER UNE FORCE DE GUERRE DES MINES ROBOTISÉE

La menace la plus paralysante n'est pas le missile, mais la mine. Avec un stock de 5 000 à 6 000 mines navales, faciles à mouiller discrètement, l'Iran peut interdire l'accès au détroit de façon indiscriminée. Or, l'Europe possède une avance technologique majeure dans le déminage autonome (programme franco-britannique SLAMF/systèmes Exail). Une force européenne de chasse aux mines téléopérée offrirait des avantages décisifs :

- Zéro risque pour les marins occidentaux dans la zone de danger.
- Une mission politiquement inattaquable, centrée sur la liberté de navigation mondiale.
- Un cofinancement naturel par les États du Golfe et le secteur de l'assurance maritime.
- Une vitrine industrielle ouvrant la voie à des partenariats de défense durables dans la région.

4. RÉINVENTER L'ESCORTE NAVALE

L'escorte classique est un piège. Déployer une frégate lourde isolée au milieu d'essaims de drones iraniens serait une erreur. Sa destruction offrirait à Téhéran une victoire psychologique disproportionnée.

L'escorte européenne doit changer de paradigme :

- **Priorité à la couverture aérienne** (drones tactiques et chasseurs embarqués ou basés à terre) capable d'intervenir en quelques minutes, plutôt qu'à l'escorte navale de proximité.
- **Combat littoral** : S'appuyer sur des patrouilleurs légers, rapides, surarmés (canons téléopérés, missiles courte portée), basés sur des designs civils militarisés et idéalement mis en œuvre par les marines locales.
- **Sécurisation dynamique du trafic** : Abandonner le modèle hérité du XXe siècle des vastes convois statiques et vulnérables. Il s'agit plutôt d'imposer un franchissement fluide et dispersé, protégé par une « bulle de sécurité » mobile, aérienne et navale, qui dilue le risque et empêche l'adversaire de concentrer ses frappes sur un groupe dense de cibles.

5. NEUTRALISER LES POINTS D'APPUI TACTIQUES DE L'IRAN

L'Iran s'appuie sur trois îles contestées (Abu Moussa, Grande et Petite Tunb), revendiquées par les Émirats arabes unis, pour opérer ses postes d'observation et de commandement avancés. Leur neutralisation – idéalement menée par les forces émiraties avec un ferme soutien diplomatique européen – aveuglerait en partie les Gardiens de la révolution. À moyen terme, l'Europe pourrait aider à l'installation de plateformes offshore militarisées le long des rails de navigation (drones, canons automatisés) pour sanctuariser la zone de transit.



6. CAPITALISER SUR L'AXE TECHNOLOGIQUE EURO-UKRAINIEN

L'Ukraine est devenue le laboratoire mondial de la guerre asymétrique par drones (aériens et navals) à bas coût. L'industrie de défense européenne en est le partenaire naturel. Déployer ce savoir-faire dans le Golfe répondrait à trois impératifs :

- Fournir aux monarchies du Golfe des défenses anti-drones économiques, préservant ainsi les précieux stocks de missiles intercepteurs occidentaux pour d'autres théâtres.
- Créer une dépendance stratégique et un lien de confiance inédit entre l'Europe, l'Ukraine et les États du Golfe.
- Prouver à Moscou, Pékin et Washington que l'Europe peut projeter une puissance militaire crédible et innovante.

7. DÉPLOYER UN BOUCLIER ÉCONOMIQUE À DOUBLE DÉTENTE

La réponse militaire prendra du temps ; le choc économique, lui, est immédiat. Les États européens doivent agir sur deux fronts :

- **Court terme (amortir le choc) :** Libération coordonnée des réserves stratégiques, achats groupés d'urgence, et soutien ciblé aux secteurs critiques (transport, chimie, agriculture).
- **Moyen/Long terme (reconstruire l'autonomie) :** Accélération radicale de la transition énergétique (notamment nucléaire), relocalisation des chaînes de valeur critiques, et passage à une économie de guerre capable de produire des systèmes de défense en masse et à bas coût.

4. LE CADRE POLITIQUE DE L'ACTION EUROPÉENNE

L'écueil majeur pour les gouvernements européens consiste à agir sans donner l'impression de capituler face aux injonctions de Donald Trump. Le président américain a déclenché ce conflit sans consulter ses alliés, avant d'exiger leur aide tout en repoussant les offres ukrainiennes et en fustigeant l'OTAN. Toute intervention européenne qui s'apparenterait à une soumission au chantage de Washington serait politiquement suicidaire sur le plan intérieur.

Pour surmonter cette contradiction, la solution est autant conceptuelle que rhétorique. L'action européenne doit s'articuler autour de trois axes politiques clairs :

- **L'impératif d'une narration autonome :** Les Européens doivent formuler et justifier leur intervention à travers le prisme strict de leurs propres intérêts vitaux (sécurité énergétique, liberté de navigation, stabilité économique, survie de l'Ukraine). Cette distinction n'est pas une simple posture cosmétique : l'Europe a des raisons objectives et urgentes d'intervenir dans le Golfe, totalement indépendantes des humeurs de la Maison-Blanche.
- **Le recours aux coalitions *ad hoc* plutôt qu'à l'OTAN :** L'Alliance atlantique n'est pas le véhicule institutionnel adéquat pour cette crise. La recherche d'un consensus entre 32 États membres prendrait un temps que l'urgence de la situation ne permet pas. Il faut privilégier une « coalition des volontaires » - menée par la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, potentiellement rejoints par des partenaires comme le Canada, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie... La déclaration conjointe franco-germano-britannique, qui évoque la disposition à « prendre des mesures défensives pour détruire la capacité iranienne de tirer missiles et drones à leur source », offre déjà un socle politique solide.

- **Un test de crédibilité mondial** : La rapidité et la nature de la réponse envoient un signal géopolitique qui dépasse largement les rives du golfe Persique. Une Europe capable de projeter sa puissance militaire pour défendre ses intérêts dictera un nouveau rapport de force avec Moscou et Pékin. À l'inverse, l'inaction et la paralysie valideraient définitivement la narration de ses adversaires : celle d'un continent impuissant, divisé, et incapable d'exister sans sa tutelle américaine.

CONCLUSION

La crise du Golfe préfigure les conflits du XXI^e siècle. Elle illustre parfaitement la déstabilisation d'une zone critique par un acteur perturbateur exploitant les angles morts de la puissance dominante. Elle démontre comment l'usage de capacités asymétriques pourrait enliser un conflit, générant des ondes de choc économiques mondiales dévastatrices.

Pour l'Europe, ce choc est à la fois un péril existentiel et une opportunité stratégique inespérée. Il sonne le glas de sa doctrine post-Guerre Froide, où l'attente du parapluie américain et l'invocation incantatoire du droit international tenaient lieu de diplomatie. L'heure est désormais à de nouveaux modes d'action, autonomes et ancrés dans la dure réalité d'un monde multipolaire.

Les moyens technologiques et militaires existent. La légitimité juridique est acquise. Les intérêts stratégiques sont évidents. Il ne manque plus que le courage politique de passer à l'acte. L'Europe ne doit pas le faire parce que l'administration américaine l'exige, mais parce qu'elle se le doit à elle-même, à ses partenaires du Golfe, et à l'Ukraine. Il en va de sa responsabilité de ne pas laisser Moscou engranger les dividendes d'une crise qu'il n'a pas initiée, mais qu'il exploite déjà à plein régime.